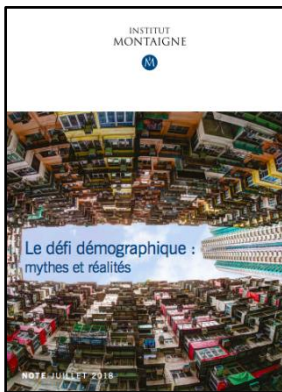




Le défi démographique : mythes et réalités

Cliquez ici pour télécharger la note



Paris, le 5 juillet 2018 - Nous vivons un tournant à l'échelle de l'histoire humaine. Une partie de l'Europe se vide. En 2015, elle est entrée en dépopulation et dix des onze pays du monde appelés à perdre plus de 15 % de leur population d'ici 2050 sont européens. L'humanité est, en outre, de plus en plus mobile et le nombre d'émigrés vivant aujourd'hui en dehors de leur pays d'origine a triplé depuis les années 1970. Les évolutions démographiques dessinent enfin une carte de la population mondiale de plus en plus urbaine, amenée à se concentrer dans des villes côtières toujours plus grandes, et globalement vieillissante.

Bruno Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) et auteur pour l'Institut Montaigne de la note [Le défi démographique : mythes et réalités](#), place la démographie au cœur de toutes les grandes problématiques sociétales contemporaines : ressources, climat, conflits, migrations, urbanisation, croissance, éducation, emploi, retraites, santé, montée des populismes, etc.

“Nous vivons, à l'échelle de l'Humanité, une période exceptionnelle du point de vue de la démographie mondiale ; il s'agit de regarder les faits de manière dépassionnée afin de nous préparer au mieux aux bouleversements démographiques en cours et à venir. Il faut pourtant raison garder : le vieillissement généralisé de la population mondiale et sa stabilisation d'ici la fin du siècle invitent bien plus à l'optimisme qu'au catastrophisme” souligne Bruno Tertrais.

1. Des évolutions démographiques aux lourdes conséquences

La jeunesse de certains Etats peut favoriser la violence collective. Il existe en effet un lien entre la **proportion de jeunes dans une population et la probabilité qu'une société subisse des épisodes de violence collective**. A horizon 2030, le continent africain risque ainsi de présenter des tendances démographiques structurellement belligères. A l'inverse, une société en voie de maturation tend à se pacifier et à se démocratiser ; cela nous autorise à **voir dans l'achèvement de la transition**

démographique d'une immense majorité des pays, la promesse, à terme, d'une pacification du monde. Mais le siècle à venir risque d'être marqué, dans certaines régions, par une instabilité qu'il faut anticiper.

Les évolutions démographiques ne manqueront pas d'affecter la hiérarchie des puissances mondiales. Si la croissance économique des pays ou leur force militaire ne sont pas exclusivement conditionnées par leurs caractéristiques démographiques, **la taille de leur population a un effet mécanique sur le poids politique des Etats** et sur l'équilibre de la scène mondiale. En 2015, **l'Europe est entrée en dépopulation naturelle** (nombre de décès supérieur au nombre de naissances) ; sa croissance démographique est désormais seulement due à l'immigration.

En dehors du Vieux Continent, les évolutions démographiques des autres régions du globe **façonnent une nouvelle hiérarchie mondiale :**

- l'Amérique du Nord continuera à bénéficier d'une démographie favorable, au service de son *leadership*, avec une prévision allant jusqu'à 447 millions d'habitants en 2100 pour les Etats-Unis contre 329 millions aujourd'hui ;
- les indices de fécondité africains demeureront élevés - alors que l'Afrique ne représente que 17 % de la population mondiale aujourd'hui, elle pourrait en représenter 40 % à la fin du siècle, laissant présager des mouvements de population intercontinentaux croissants ; Lagos, au Nigéria, deviendra sans doute la plus grande ville du monde ;
- l'Inde, enfin, pourrait compter un milliard et demi d'habitants en 2100.

Sous-estimer les effets sociétaux et surtout politiques des évolutions démographiques et migratoires serait une erreur. Les mouvements migratoires que connaît et connaîtra l'Europe auront des impacts lourds, que ce soit sur les sociétés européennes ou sur le débat public qui agitera (et agite déjà) notre continent. L'immigration est devenue l'enjeu politique majeur dans certains pays européens - et ailleurs. Dans nombre d'Etats, la **diversification des références culturelles** au sein d'un pays, le **risque d'une communautarisation de la vie en société** voire la **contestation peuvent faire peur, nourrissant les populismes** ; le mécanisme en est bien connu en France. Pourtant, c'est bien en démêlant le vrai du faux, en se fondant sur des enseignements statistiques et historiques et en rétablissant la vérité des faits, que nos sociétés se prépareront au mieux aux défis démographiques de demain.

2. Partir des faits pour rompre avec les fantasmes

Non, ce n'est pas parce que nous sommes plus nombreux que nous allons mourir de faim. L'idée d'une Terre caractérisée par la finitude des ressources qu'elle offre structure les débats contemporains. Or, les **découvertes**, les **progrès techniques**, les **gains de productivité agricole**, le **changement des habitudes de consommation** ou l'**ajustement des comportements par les prix** invitent à une approche plus raisonnée de la capacité de la planète à accueillir et nourrir une humanité croissante. En matière de ressources, les problèmes, comme les solutions, sont davantage d'ordre politique (gestion, répartition, innovation) que d'ordre naturel.

Non, la pauvreté et le changement climatique n'expliquent pas à eux seuls l'émigration. Premièrement, le développement a même tendance à accroître les flux migratoires. **Les migrants sont davantage des urbains scolarisés que des ruraux analphabètes** - l'aide au développement n'agit

souvent pas comme instrument de prévention de l'émigration. Deuxièmement, **les facteurs climatiques, environnementaux, déclenchent la décision de migrer plus qu'ils ne la causent** ; la notion même de "réfugiés climatiques" est d'ailleurs sujette à controverse.

Non, les sociétés européennes ne subissent aujourd'hui ni "grand remplacement", ni bouleversements culturels. En dépit de l'accélération des flux migratoires vers l'Europe dans les années 2010, **nos sociétés ont été beaucoup moins déstabilisées qu'on ne pouvait le craindre.** Sur un temps plus long, le différentiel de fécondité entre les femmes européennes et les étrangères d'origine non européenne diminue dès la deuxième génération, invalidant l'hypothèse d'un déséquilibre inéluctable à venir entre différentes cultures et communautés au sein de nos sociétés.

[Cliquez ici pour télécharger la note](#)

Contact presse :

Lara Oliveau, responsable de la communication et des relations presse

01 53 89 05 73 – loliveau@institutmontagne.org

À propos de l'Institut Montagne :

Think tank indépendant créé en 2000, l'Institut Montagne est une plateforme de réflexion, de propositions et d'expérimentations consacrée aux politiques publiques en France et en Europe. Ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique, ouverte sur les comparaisons internationales. L'Institut Montagne, association à but non lucratif pionnière en France, réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,5 % d'un budget annuel de 4,5 millions d'euros. À travers ses publications et les événements qu'il organise, l'Institut Montagne souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique.

Nous vous attendons sur nos sites en [français](#) et en [anglais](#).

Suivez-nous sur twitter : [@i_montagne](#) / [@i_montagneEN](#)